

Prométerre MAG

2x NON
initiatives phytos
extrêmes
«eau propre» & antipesticides trompeuses
JUN 13

N° 10 Avril 2021

Bulletin trimestriel de Prométerre

Association vaudoise
de promotion des métiers de la terre
Avenue des Jordils 1-3
1006 Lausanne
www.prometerre.ch

Initiatives phytos

SPÉCIAL VOTATIONS

Edito:

Unis face à l'extrême p. 3

Arguments

contre les deux textes pp. 2-3

Matériel de campagne:

toutes les infos pp. 4-5

Réseaux sociaux:

les bons tuyaux p. 7



2x NON aux initiatives phytos

Gardons la main sur notre assiette

Grégoire Nappey, chef de campagne Vaud



Mobilisée contre les deux initiatives soumises au peuple le 13 juin, Prométerre consacre l'intégralité de ce MAG à cette échéance vitale pour l'agriculture. Pour informer ses membres et fournir des arguments pour la campagne.

Les citoyens suisses sont appelés à se prononcer, le 13 juin prochain en votation populaire, sur deux initiatives. Par des moyens distincts, elles visent entre autres la suppression ou la diminution

drastique de l'utilisation des produits phytosanitaires dans l'agriculture.

«Pour une eau potable propre et une alimentation de qualité» n'a rien à voir avec l'eau potable. Elle invente une nouvelle politique agricole qui priverait de paiements directs toutes les exploitations utilisant des produits phytosanitaires ou achetant des aliments pour leurs animaux. L'agriculture biologique est aussi concernée. «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse», elle, veut interdire toute utilisation de ces produits

dans l'agriculture et l'industrie alimentaire, importations comprises.

Pourquoi s'y opposer?

Depuis une génération, l'agriculture suisse a entamé sa mue. Les prestations écologiques requises (PER) ont, dès les années 90, conditionné l'octroi des paiements directs à des considérations environnementales. La terre est l'outil de travail de l'agriculture. Il s'agit de la préserver, tout comme le paysage, dont les paysans sont en quelque sorte les gardiens. L'ensemble de la branche est conscient depuis longtemps de sa responsabilité et n'a pas attendu ces deux textes pour agir.

S'opposer à ces mesures extrêmes, trompeuses et dogmatiques, ce n'est pas s'asseoir sur des acquis en niant l'incontesté besoin de poursuivre les efforts pour préserver à la fois l'environnement et la santé publique. Mais cette mutation du travail de la terre doit se poursuivre en cohérence avec ce qui est déjà mis en place: plans d'action et stratégies diverses (Confédération et cantons), démarches individuelles sur le terrain ou progrès de la recherche. Or, les deux initiatives viendraient annihiler ce travail de longue haleine.

Se positionner contre ces textes ne revient pas non plus à entretenir une opposition entre telle et telle pratique agricole. Comme Prométerre aime le répéter, c'est

dans la perméabilité entre les différentes approches culturelles que se construit l'agriculture de demain. La durabilité ne devient une réalité que dans un équilibre entre écologie, économie et social, assurant la viabilité du monde agricole. Ces initiatives n'en prennent pas le chemin.

Arguments contre «Eau propre»

En contradiction avec la demande du marché

Aujourd'hui, les labels sur les produits du terroir permettent de répondre à différents besoins précis. Si, du fait des exigences de l'initiative, tout doit répondre aux mêmes critères, cela revient à ignorer les demandes très variées du marché et à le déséquilibrer.

La moitié des emplois fragilisés dans l'agriculture et dans l'industrie alimentaire

L'agriculture et l'industrie alimentaire suisses assurent plus de 300'000 emplois (équivalent temps plein). Plus de la moitié seraient directement impactés et menacés — fromageries, boucheries, moulins, cidreries, entreprises de machines agricoles, exploitations commerciales, entreprises de transformation. S'y ajouteraient indirectement d'innombrables entreprises de construction locales. Il faudrait se préparer à un énorme changement structurel, en particulier dans les régions périphériques et montagnaises.

ainsi qu'au niveau du premier échelon de transformation.

Les œufs, la viande de porc ou de poulet suisses:

des produits de luxe ou disparus
L'initiative induirait une avalanche de directives qui restreindraient énormément les agriculteurs dans leurs activités entrepreneuriales et feraient augmenter les coûts de production. Dans le domaine animal, la viande de volaille et de porc, ainsi que les œufs suisses, très prisés, seraient particulièrement affectés.

Moins de denrées alimentaires suisses

Les exploitants doivent respecter des normes écologiques (usage ciblé des phytos par exemple) pour toucher de l'aide. En durcissant les conditions, on va pousser certains à sortir du système et donc à se libérer de leurs obligations environnementales: l'inverse de l'effet voulu.

L'initiative est contre-productive
Deux études scientifiques montrent que l'initiative finirait par avoir des effets néfastes sur l'environnement.

Arguments contre les pesticides de synthèse

Pas de liberté de choix et violation des obligations internationales

Les commerçants ne pourraient importer que des denrées alimentaires produites sans pesticides de synthèse. En appliquant cette interdiction, la Suisse violerait ses engagements dans le cadre de l'OMC.

Émigration des entreprises de transformation

Aujourd'hui, la Suisse transforme par exemple beaucoup de cacao et de café. Avec l'initiative, 21% de la production mondiale de

café biologique et 50% de la production mondiale de cacao biologique seraient nécessaires pour répondre aux besoins de l'industrie: une utopie. Les obligations imposées à l'importation contraindraient les fabricants de produits alimentaires à délocaliser leur production à l'étranger.

Nourriture bien plus chère

L'offre est réglementée par l'État. Ces revendications supplémentaires augmenteraient le prix des denrées alimentaires et renforceraient encore le caractère d'«îlot de cherté» de la Suisse.

Tourisme alimentaire encouragé

Comme les réglementations n'auraient de valeur que pour la Suisse et que les prix augmenteraient unilatéralement, cela favoriserait le tourisme alimentaire. Toute l'économie de la Suisse en pâtirait.

Recul de la sécurité et de la durée de conservation des denrées alimentaires

Pour le nettoyage de ses installations, l'industrie alimentaire a absolument besoin des biocides de synthèse. Sans eux, la qualité irréprochable des denrées alimentaires exigée par le consommateur serait remise en question et la durée de leur conservation écourtée.

Augmentation de la pollution et du gaspillage alimentaire

L'abandon total des herbicides et l'utilisation de produits phytosanitaires biologiques obligeraient à travailler les champs beaucoup plus souvent (binage, davantage de passages de traitement). En outre, comme il faut s'attendre à davantage de rebuts et à une durée de conservation plus mauvaise. Non seulement les émissions de CO₂ de la production alimentaire, mais aussi le gaspillage augmenteraient.

Si les initiatives passaient...

- 30% de denrées alimentaires suisses

Aujourd'hui la Suisse produit un peu plus de la moitié (58%) de la nourriture qu'elle consomme. Demain, avec les initiatives, ce taux baisserait à 40% environ.

La moitié du cacao bio mondial pour la Suisse

Rude coup pour le célèbre chocolat suisse. Il faudrait la moitié de la production mondiale de cacao rien que pour les besoins de l'industrie de notre pays (20% pour le café).

Baisse de rendement de 20 à 40%

Se passer de produits phytosanitaires, ou les réduire drastiquement, aurait un fort impact sur le rendement de certaines cultures.

1% de pesticides

Des analyses officielles dans les eaux du Rhin révèlent que les résidus de pesticides n'y représentent que 1%, loin derrière les 61% de résidus industriels et ménager, les 19% de médicaments ou les 19% d'additifs alimentaires.

Léman: 65 médicaments cherchés contre près de 400 pesticides

Sur les centaines de médicaments en vente, on n'en recherche que 65 dans le Léman, alors qu'y sont testés systématiquement les près de 400 pesticides homologués en Suisse.

+42% de surfaces de promotion de la biodiversité en dix ans

L'agriculture fait de plus en plus de place à la biodiversité. Aujourd'hui, 16% des terres cultivées (plus du double des 7% obligatoires) sont des surfaces de promotion de la biodiversité (SPB).

Deux tiers d'antibiotiques en moins en vingt ans

On administre de moins en moins d'antibiotiques aux animaux de rente: -67.5% de 2000 à 2019. Ces médicaments ne doivent être prescrits que pour soigner et non pour augmenter les performances.

La moitié des produits phytos utilisés en bio

En 2019, près de la moitié des substances actives vendues en Suisse, soit 930 tonnes, étaient autorisées en bio.

Infos détaillées sur le site officiel de campagne: www.non-initiatives-phytos-extremes.ch

ÉDITO



Unis face à l'extrême

Claude Baehler, président

À enjeu spécial, numéro spécial. Comme Prométerre, votre «MAG» se mobilise. Nous savons que la grande majorité de nos membres partage le double rejet de ces initiatives. Nous savons aussi que certains les soutiennent et nous le respectons, tout en demeurant convaincus qu'il est vital pour l'agriculture vaudoise et suisse de refuser ces manières extrêmes de faire évoluer notre métier.

Répétons-le encore. En plus de chambouler nos pratiques agricoles, ces deux textes mettraient en danger de nombreux emplois dans la filière agroalimentaire. Sans l'utilisation de certains produits de synthèse, il ne serait plus possible d'assurer à notre population le minimum vital en cas de «coup dur». L'interdiction des biocides impacterait la transformation des produits à la ferme ou dans les entreprises artisanales. Actuellement, nous ne disposons d'aucune solution naturelle pour désinfecter un silo à céréales, un laboratoire de charcuterie ou une fromagerie.

Des textes aux impacts dévastateurs

Toute l'agriculture, PER comme bio, pâtirait de marchés déséquilibrés, ce qui mettrait en péril bon nombre d'exploitations. La très grande majorité des collègues bios que nous avons contactés confirme les impacts dévastateurs de ces textes pour eux aussi.

La Suisse, pays débordant de matière grise, devrait prioriser le développement de méthodes de lutte naturelle contre les pathogènes, plutôt que de diminuer la production chez nous pour aller chercher notre nourriture ailleurs.

Engageons-nous, toutes et tous, unis contre ces deux initiatives extrêmes.



Matériel de communication

Faire campagne dans les campagnes

Panneaux, bâches, dépliant, autocollants: l'alliance nationale autour de l'USP distribue gratuitement des supports pour porter les couleurs rouge et bleu du «2x NON».

Lorsque l'agriculture s'engage dans une campagne qui la concerne, elle a un avantage: celui du terrain. Éparpillés sur le territoire, souvent le long d'axes de communication fréquentés, les domaines agricoles sont des lieux idéaux pour déployer panneaux et bâches, voire, pour les plus créatifs, des installations originales interpellant les passants. Pour exploiter ce potentiel, du matériel de campagne est gratuitement mis à disposition des professionnels de la terre. En voici le détail...

Pour se procurer ces supports, il suffit de s'adresser à la région dont on dépend selon où l'on réside, via les coordonnées indiquées plus bas. Doute sur la région? Une nouvelle rubrique sur le site prometerre.ch/delegues présente le découpage du canton version Prométerre et permet de voir dans laquelle se situe chaque commune ou localité.

Affiches (1)

Une campagne d'affichage sur supports payants sera déployée dans tout le pays en mars-avril. Le canton de Vaud sera bien couvert. Les mêmes visuels sont disponibles sous la forme de panneaux conçus pour l'extérieur, format 70x100 cm.

L'idée est de symboliser l'ap-



(3) Deux modèles de bâches sont disponibles. Le visuel de celle-ci cumule les arguments figurant sur les affiches.

probation des deux initiatives par un citoyen sciant la branche sur laquelle il est assis, risquant d'entraîner dans sa chute prochaine, des agricultrices et agriculteurs, d'autres acteurs de la filière agro-alimentaire ou des consommateurs. Ces différentes déclinaisons correspondent à cinq arguments (et donc slogans) de campagne différents: importations, produits locaux, gaspillage alimentaire, emplois et prix (nombre d'exemplaires limité pour les trois derniers).

Affiche bio (2)

Être pour ou contre ces initiatives, dans le monde agricole, ne revient pas à travailler en bio ou pas. Vu que ce mode cultural serait également touché par ces textes, en particulier «Eau propre», un pan-

neau spécifique est à disposition.

Bâches (3)

Sur les parcelles agricoles, il y a de la place. Ainsi est-il proposé deux formats de bâches: 200x100 et 300x150 cm, avec œillets de fixation. Dans les deux tailles, le visuel est le même, cumulant différents arguments sur une même branche en format oblong. Sur demande, un très grand format pour grande surface peut être fourni (nombre d'exemplaire limité).

Un modèle plus simple, mettant simplement en avant le slogan sur les produits locaux, est à disposition en format 300x150. (4)

Dépliant (5)

Pour que le public puisse s'informer de manière un peu plus approfondie sur les arguments

contre les deux initiatives, un dépliant en six volets est à disposition, comprenant des arguments, des témoignages de personnalités et des graphiques — sans oublier bien sûr une des affiches reproduites.

Autocollants (6)

Sur une voiture, un ordinateur portable ou une autre surface, l'autocollant demeure un moyen efficace de faire passer un message. Deux sortes sont proposées, avec le même visuel: A4 perforé pour vitre (notamment pare-brise) et A5 standard, non perforé.

Catalogue de matériel également disponible sur: www.prometerre.ch/portail/2x-non-aux-initiatives-phytos-extrêmes



(5) Dépliant côté recto...



(5) ... et verso.



(6) L'autocollant, ci-dessus, peut être apposé sur de multiples surfaces et demeure un moyen efficace d'étendre la présence et la visibilité du message.

(4) Un modèle simple de bâche, ci-contre, met en avant le risque que font peser les initiatives sur les produits locaux. Elle est disponible en 300x150.

Affichage: ce qu'il faut faire... ou ne pas faire

Dans le cadre d'une campagne de votation, il est tout à fait possible de disposer les affiches et bâches de manière visible en bordure de voies de circulation. Il est toutefois important de respecter les règles en la matière édictées par le Canton, principalement dans le souci de respecter la sécurité routière.

En résumé

1. À l'intérieur des localités, utiliser les emplacements et supports désignés par les municipalités.
2. Respecter la sécurité routière. Les affiches sont strictement interdites...
 - sur la signalisation routière ou aux abords immédiats de celle-ci;
 - dans les carrefours ou les giratoires;
 - à proximité des passages piétons;
 - aux débouchés de chemins sur la route cantonale;
 - à moins de 1 mètre du bord de la chaussée.
3. Ne pas afficher aux abords des autoroutes et semi-autoroutes, où toute réclame est interdite. Par conséquent, les affiches sont interdites...

- sur les clôtures bordant l'autoroute;
- sur les ponts franchissant les voies de circulation;
- dans les jonctions;
- sur les aires de repos;
- dans les aires de ravitaillement (restoroutes et stations-service).

4. Respecter la période d'affichage, possible dans le cas présent dès le 22 mars dernier. Les affiches doivent être enlevées immédiatement après le scrutin.

Sacrifier les produits locaux?

2x NON aux initiatives phytos extrêmes «eau propre» & antipesticides trompeuses JUN 13

Contact pour obtenir du matériel, région par région

Alpes (hors Pays d'Enhaut)
Janique Bonzon,
079 519 50 67,
bonzon@encurnauch.ch

Pays-d'Enhaut
Gaëtan Chabloz,
079 907 10 22
gaet.chabloz@gmail.com

Broye-Vully Fabrice Bersier,
078 737 87 47,
fabrice-bersier@bluewin.ch

Centre Éric Haemmerli,
079 677 73 39,
haemmerlieric@gmail.com

Jura et Nord: Prométerre,
024 423 44 80
commandejura@prometerre.ch et commandenordvaudois@prometerre.ch

La Côte Jean-Charles Miaz,
079 695 54 55,
jc.miaz@netplus.ch

Plaine du Rhône
Patrice Deppen,
079 787 53 93,
patrice.deppen@bluewin.ch

Venoge
Nicolas Walther
076 407 42 24
nicolas_walther@bluewin.ch

En bref et initiatives mises à part...

PA 22+ suspendue

Le Conseil national a confirmé le 16 mars la suspension de la PA22+ en adoptant un postulat destiné à élargir et à améliorer la conception d'une politique agricole centrée sur l'alimentation, offrant des perspectives aux agriculteurs. À l'instar du Conseil des États, il a aussi validé le cadre financier pour une poursuite aménagée de la PA actuelle jusqu'en 2025. Les Chambres ont en outre éliminé leurs divergences sur l'initiative parlementaire visant à réduire les risques liés à l'usage des pesticides et biocides, ainsi que les pertes agricoles de fertilisants. Ces modifications de lois consolident l'argumentation rejetant les initiatives phytos. (CHA)

Bonne nouvelle à la FRP
Pour la deuxième année consécutive, la Fondation rurale de prévoyance (FRP) fait participer ses assurés aux bons résultats réalisés en termes de placements. Le rendement supplémentaire réalisé en 2020 a permis d'accorder un intérêt de 2% sur le compte des assurés de la prévoyance, alors que le minimum légal est de 1%. Une autre partie de ce montant a été affectée à la provision pour fluctuation de valeurs, renforçant un peu plus la solidité de l'institution. (DGAG)

Agriviva cherche familles

L'organisation Agriviva, 75 ans cette année, a pour but de faire venir les jeunes à la ferme via des stages. L'occasion de partager la vie de la famille paysanne en immersion complète. Pour les 16 ans et plus, un stage linguistique est possible, moyennant des connaissances suffisantes d'un vocabulaire de tous les jours. Les familles paysannes intéressées à proposer ces moments d'échanges peuvent se renseigner auprès d'Andréa Bory (agriviva@prometerre.ch; 021 614 24 21). www.agriviva.ch. (ABOR)



(1) Cinq slogans différents sont déployés sur les affiches de campagne. L'ensemble des modèles peut être commandé via le responsable régional du matériel de campagne (voir page ci-contre).

(2) Une affiche particulière permet de faire prendre conscience aux citoyens que des agriculteurs bios se positionnent également contre les textes.

Organisation en campagne

Comment Prométerre tisse sa toile

Depuis plus de deux ans, l'Association a pris la mesure des enjeux liés aux initiatives. Après une longue précampagne très active, elle poursuit sa mobilisation. Voici comment.

Avec son importante population urbaine, en particulier sur l'Arc lémanique, le canton de Vaud pèsera lourd dans la double votation du 13 juin prochain. Un enjeu jugé capital par la Chambre vaudoise, qui se mobilise depuis plus de deux ans déjà contre ces textes: «Prométerre défend l'ensemble des professionnels de la terre dans le canton de Vaud, quelle que soit leur approche culturelle, explique le directeur Luc Thomas. Ces initiatives viennent bousculer de manière extrême la mutation de l'agriculture, déjà bien engagée. Au final, elles feraient beaucoup plus de mal que de bien.»

En 2018 déjà, Prométerre a commencé par renforcer son équipe de communication afin de se donner davantage de moyens et d'expérience pour déployer ses actions. Cela a permis de gérer de front les activités habituelles de l'association et le déploiement d'Agriculture-Durable.ch. Cette plateforme d'information sur les réalités actuelles des familles paysannes a été mise en place au printemps 2019 à l'échelle romande, en étroite collaboration avec Agora et l'USP. Aujourd'hui, la page Facebook éponyme, forte de plus de 6'500 fans, touche un large public et est le relais efficace des articles et vidéos publiés. Ce travail se poursuit en parallèle de la campagne et au-delà, avec toujours plus d'ambition, notamment audiovisuelle.

Occuper le terrain

Terminée en beauté avec une série d'articles diffusés dans le journal «20 minutes» jusqu'à début février, la précampagne s'est terminée avec le lancement officiel de la campagne le 9 mars dernier (lire en page 8). Mais depuis le début de l'année, des drapeaux «2x NON aux initiatives phytos extrêmes», le slogan officiel national, étaient distribués pour utilisation immédiate. De quoi préparer le terrain, également avec le site internet qui était déjà en ligne. À elle seule, Prométerre a distribué 4'000 drapeaux dans tout le canton de Vaud.

Dans le même temps, l'équipe de



Jeudi 17 mars, la task force de la Broye a organisé une conférence de presse et présenté les visuels créés en collaboration avec Mibé.

Prométerre a tissé sa toile dans les huit régions composant l'association. L'idée était de mettre en place des groupes d'actions, appelés «task forces» en interne, destinés à être les relais locaux des actions de campagne. Dans chaque secteur, des personnes se profilent selon leurs disponibilités, spécialités et intérêts pour s'occuper des réseaux sociaux (lire ci-contre), de la présence sur les marchés, de la distribution de matériel de campagne (lire en pages 4-5), de

l'organisation d'événements, de la réalisation d'installations originales, etc. Ce dispositif s'est mis en place entre fin 2020 et le 9 mars. L'ensemble du territoire vaudois est ainsi couvert et les actions se déploient partout sur le terrain, tout en étant coordonnées par l'équipe de communication centrale.

Comité cantonal intersectoriel

Mais ce n'est pas tout. Un Comité cantonal de campagne a été

constitué, regroupant des personnalités non seulement de la branche agricole, mais aussi représentant plus largement d'autres secteurs de la société et démontrant ainsi que l'affaire ne concerne pas que les paysans. Sa coprésidence réunit Olivier Feller, conseiller national PLR et directeur de la Chambre vaudoise immobilière, Claude-Alain Gebhard, député vert/libéral au Grand Conseil et agriculteur bio, Jean-Pierre Grin, conseiller national UDC, Isabelle Moret, conseillère nationale PLR et présidente de la FIAL (Fédération des industries alimentaires suisses) et enfin Aude Pugin, présidente de la CVCI (Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie). Ce comité peut être étoffé en tout temps, propositions bienvenues, particulièrement en-dehors du secteur agricole.

Prométerre prévoit d'autres actions ou démarches pour rythmer la campagne. Elles feront l'objet d'informations en temps voulu. L'association a fait de cette mobilisation l'un de ces principaux objectifs du premier semestre 2021. (GNAP)

Infos et détails

Si la plate-forme Agriculture Durable ne fait pas directement campagne, elle poursuit néanmoins son travail d'information. Son matériel de communication expliquant les pratiques agricoles demeure à disposition sur demande. Pour tout contact: communication@prometerre.ch

Comment contacter un groupe régional Prométerre pour participer à la campagne?

Alpes (hors Pays d'Enhaut)
Janique Bonzon,
079 519 50 67,
bonzon@encurnaux.ch

Broye-Vully Pascal Savary,
079 336 96 15,
pascal-savary@bluewin.ch

Centre Éric Haemmerli,
079 677 73 39,
haemmerlic@gmail.com

Jura Romain Bourgeois,
079 239 99 32,
bouro80@yahoo.fr et
Adrien Carrard,
079 471 06 98,
adriencarrard@hotmail.com

La Côte Jean-Charles Miaz,
079 695 54 55,
jc.miaz@netplus.ch

Nord Cosette Grin-Pinard,
079 256 48 18,
cosette.grin@bluewin.ch

Pays-d'Enhaut
Nicolas Henchoz,
079 257 33 47,
henchoznicolas@gmail.com et
Pierre-François Mottier,
079 658 51 02,
pfmottier@bluewin.ch

Plaine du Rhône
Patrice Deppen,
079 787 53 93,
patrice.deppen@bluewin.ch et
Dylan Grob,
079 636 69 58,
grobbydylan.94@gmail.com

Venoge
Christophe Longchamp,
079 447 46 23,
ch.longchamp@bluewin.ch et
Maxime Ormond,
079 293 88 45,
maxime.ormond@hotmail.ch

Réseaux sociaux

Du terrain réel au terrain virtuel

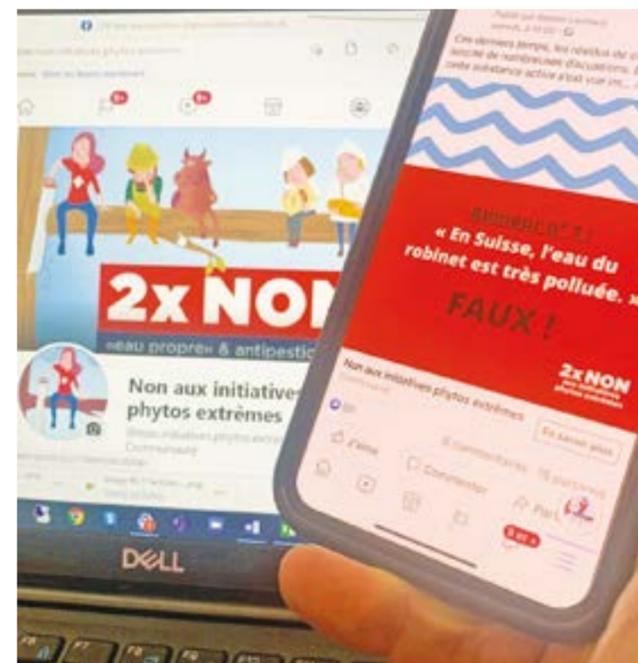
Aujourd'hui, les campagnes de votation se jouent aussi sur les réseaux sociaux. Présentations et conseils.

Facebook, Instagram, Twitter: les places du marché et «cafés du commerce» version XXI^e siècle, c'est par ici que cela se passe! Que ce soit pour des élections ou des votations, internet, et plus particulièrement les réseaux sociaux, jouent un rôle important dans les débats. Le phénomène est même devenu central en temps de pandémie, où les rencontres sur le terrain sont impossibles ou très limitées.

Ainsi, pour cette campagne contre les deux initiatives phytos, outre le dispositif traditionnel d'affiches, dépliants ou bâches (lire en pages 4-5), un concept pour les réseaux sociaux a été mis sur pied à l'échelle nationale par l'équipe spécialisée de l'Union suisse des paysans, en collaboration avec Prométerre et Agora pour le déploiement et la modération en Suisse romande. Des dizaines de contenus ont été préparés, dans différents formats adaptés aux spécificités des réseaux, et sont distillés sur les trois mois avant le scrutin.

Dans le canton, Prométerre se repose là aussi sur son organisation de campagne décentralisée. Dans chaque task force régionale, au moins une personne (lire encadré) fait office de répondante réseaux sociaux, recevant régulièrement des contenus à diffuser et contribuant ainsi à tisser cette toile virtuelle sur l'ensemble du territoire vaudois. (GNAP)

www.facebook.com/non.initiatives.phytos.extreme
www.instagram.com/non.initiatives.phyto.extremes
twitter.com/phytos_2021



Afin de pouvoir argumenter contre les initiatives sur les réseaux sociaux, divers contenus ont été prévus pour être publiés durant les trois mois de campagne.

Contacts réseaux sociaux, région par région

Alpes (hors Pays d'Enhaut) et **Plaine du Rhône**
Annie Schütz, 078 779 24 92,
annie.schutz@outlook.com

Broye-Vully Anthony Tombez,
079 554 33 44,
anthony.tombez1@hotmail.com

Centre Valentin Blondel,
079 560 06 57,
info@mblonde.ch

Jura Adrien Carrard,
079 471 06 98,
adriencarrard@hotmail.com

La Côte Arnaud Duruz,
079 265 59 40,
arnaud.duruz@hotmail.com

Jean-Charles Miaz,
079 695 54 55,
jc.miaz@netplus.ch /
Mathieu Perey,
079 254 24 16,
mathieu.perey@gmail.com /
Valentine Pflirter,
079 744 75 76, val.pflirter95@gmail.com

Nord Fabian Pellaux,
078 814 32 72,
fpellaux@gmail.com

Pays-d'Enhaut
communication@prometerre.ch

Venoge
Maxime Ormond,
079 293 88 45,
maxime.ormond@hotmail.ch

Sept bons tuyaux pour bien réseauter...

1. Partager, partager, partager! Les nombreux contenus mis à disposition jusqu'au 13 juin sont là pour ça!
2. Optimiser le partage: Bien travailler le texte en expliquant le pourquoi de son partage, les arguments; sans provoquer et gare à l'orthographe!
3. Donner envie de voir et de lire: Choisir une image interpellante, qu'on ne voit pas forcément tous les jours; premiers mots incitatifs; lien éventuel vers le contenu de base si pas un partage direct.
4. Soigner les commentaires: Toujours rester correct, respectueux; ne pas mettre de l'huile sur le feu (ce qui n'empêche pas la critique constructive); arguments solides reposant sur des faits et/ou des sources; ne pas écrire en majuscules (signe agressif); et surtout, surtout, ne pas se précipiter pour répondre sur le coup de l'émotion, mais attendre un peu pour peser son propos.
5. Bien suivre les réponses: Dans un délai raisonnable, un petit «like» ou autre réaction au moins, une réponse s'il faut pour préciser son point de vue, poursuivre le débat.
6. Un œil sur les partages... Car le débat peut rebondir ailleurs!
7. Organiser sa veille: À l'aide des notifications du smartphone ou avec un outil fait pour ça, faire en sorte de ne pas rater l'évolution du débat.

Un comité bio pour dépasser les clivages cultureux

Contrairement à certaines idées reçues, l'opposition à ces initiatives se retrouve dans tous les types de production agricole.

«Je me suis mis dans ce groupe parce que j'en avais marre de ce débat bios/non bios. Moi, je veux produire ce que les acheteurs ont envie de consommer.» Ces pro-

pos d'un agriculteur bio montrent bien que le positionnement des professionnels de la terre sur les initiatives ne dépend pas forcément de leur mode de production.

Car l'acceptation des deux textes impacterait l'ensemble de l'agriculture, bios compris. Sur un marché déséquilibré, leurs pro-

duits ne seraient pas valorisés. En outre, «Eau propre» les empêcherait eux aussi de traiter leurs cultures, le texte parlant de «pesticides» en général, incluant donc les produits phytosanitaires autorisés en bio.

Pour faire connaître au public le positionnement de ces agriculteurs, l'USP a mis en place

un «Comité national bio 2x Non» comptant des producteurs bios ayant choisi de s'engager dans la campagne. Après contact avec Prométerre, une cinquantaine d'exploitants vaudois ont accepté d'y figurer. Informations et adhésion: communication@prometerre.ch (GNAP)

Lancement de campagne

Symboles et arguments à Lausanne

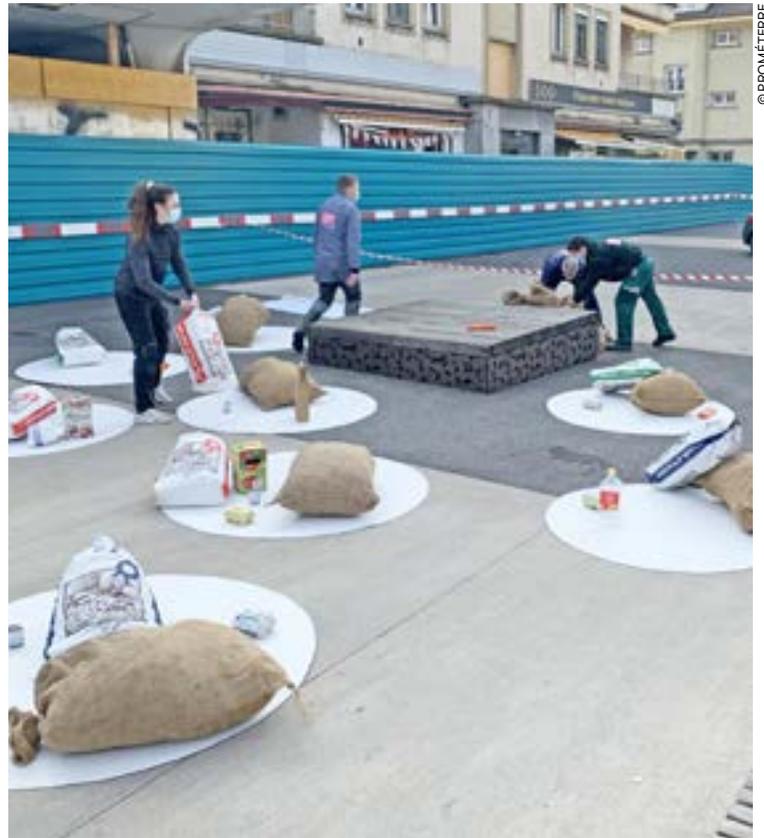
Pour débiter le sprint final d'avant le scrutin du 13 juin, une conférence de presse a mis en scène les dégâts qu'engendrerait l'acceptation des initiatives, pendant qu'à Berne, l'USP lançait la campagne nationale.

Le rendez-vous avait une envergure nationale. Le 9 mars dernier, pendant que l'alliance emmenée par l'Union suisse des paysans lançait officiellement à Berne sa campagne «2x NON aux initiatives phytos extrêmes», un événement était organisé à Lausanne. Aux manettes, les jeunes agriculteurs romands, associés à Agora et Prométerre. L'objectif, illustrer ou symboliser face aux médias ce qui se disait à Berne, tout en résumant les arguments.

Ainsi les représentants de la Commission des jeunes agriculteurs de l'USP et des Jeunes agriculteurs vaudois ont joué les acteurs le temps d'une saynète avec également dans les interprètes le président de Prométerre, Claude Baehler et le directeur d'Agora, Loïc Bardet.

Le scénario était simple: pendant que des paysans et paysannes disposaient leur production dans de grandes assiettes, un camion a déboulé en klaxonnant, roulé sur ces denrées destinées à nourrir la population, fait fuir les producteurs et déversé de nombreux cartons évoquant les importations prenant la place des produits indigènes. Enjeux et arguments ont ensuite été résumés par Grégoire Nappey, chef de campagne pour le canton de Vaud, Bernard Leuenberger, président d'Agora, et le conseiller d'État Philippe Leuba, président de la Conférence des directeurs cantonaux de l'agriculture.

À l'issue de cette présentation, les images ont fait le tour de la Suisse romande et ont aussi été reprises outre-Sarine. La campagne est donc lancée pour trois mois intenses où l'agriculture et d'autres milieux vont chercher à convaincre la population du rejet des deux initiatives pour ne pas ruiner le travail effectué jusqu'ici et le poursuivre dans le sens de la durabilité. (GNAP)



Les jeunes agricultrices et agriculteurs ont symbolisé nos assiettes contenant les aliments produits dans les campagnes romandes et suisses.



Soudain, une camionnette est arrivée en trombe, klaxonnant et écrasant les aliments indigènes garnissant les assiettes des consommateurs helvétiques.



Une avalanche de produits importés, symbolisés par les nombreux cartons, tombe du camion. Ils viennent écraser les denrées indigènes.



Pendant ce temps à Berne, l'USP et des représentants politiques lançaient officiellement la campagne nationale contre les initiatives «phytos».



Le Conseiller d'Etat Philippe Leuba a participé à la conférence de presse.